



SOS - TORTURE / BURUNDI

"Celui qui sauve une vie sauve l'humanité toute entière"



Déclaration conjointe sur l'intolérance politique au Burundi à la veille des élections de juin 2025

À l'approche des élections législatives, communales et collinaires prévues depuis juin 2025 au Burundi, le Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne et l'organisation SOS-Torture/Burundi expriment leur vive préoccupation face à l'intolérance politique croissante qui caractérise le climat pré-électoral, aggravée par une recrudescence des violences, des discours haineux et d'autres atteintes graves aux droits fondamentaux.

Les tensions politiques et les actes de répression à l'encontre des membres de l'opposition, des journalistes indépendants, des défenseurs des droits humains et des simples citoyens exerçant leurs libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique, sont de plus en plus rapportés dans différentes régions du pays.

Depuis le lancement de la campagne électorale, plusieurs partis politiques de l'opposition dénoncent une série d'actes d'intimidation, d'agressions physiques et de harcèlement, qu'ils attribuent aux jeunes affiliés au parti au pouvoir, le CNDD-FDD, appelés Imbonerakure. Ces pratiques alimentent un climat de peur généralisé, entravant la libre participation au processus électoral et sapant les fondements mêmes de la démocratie.

Nous sommes également préoccupés par la rhétorique hostile dans les discours publics, les arrestations arbitraires de militants politiques et les restrictions disproportionnées imposées aux manifestations publiques et aux activités des partis d'opposition.

Nous condamnons fermement cette intolérance politique systémique qui compromet l'intégrité du processus électoral.

Nous condamnons également le silence de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), qui, en s'abstenant de dénoncer ou d'agir face à ces dérives, contribue à l'impunité et affaiblit la crédibilité du processus électoral.

Nous appelons les autorités burundaises à garantir un environnement électoral libre, apaisé, équitable et respectueux des droits civils et politiques de tous les citoyens.

Nous réitérons que la démocratie ne peut s'épanouir sans le respect du pluralisme politique, de la liberté d'expression, de l'état de droit et de la justice indépendante. À ce titre, la responsabilité du gouvernement est d'assurer un cadre de compétition politique juste, où chaque citoyen peut faire un choix librement, sans peur ni représailles.

Face à cette situation préoccupante, nous appelons :

1. Le Gouvernement burundais à mettre fin à l'intolérance politique, à protéger les droits de tous les acteurs politiques et à garantir un processus électoral crédible, transparent et inclusif ;
2. Les institutions nationales, notamment la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et les corps de sécurité, à remplir leur mission de manière impartiale et dans le strict respect des droits de la personne ;
3. Les partis politiques, les leaders d'opinion et les médias à promouvoir un dialogue pacifique, le respect mutuel et la tolérance politique ;
4. La communauté internationale doit suivre de près l'évolution de la situation, soutenir les efforts des organisations de la société civile et user de leur influence pour prévenir toute escalade de la violence politique. Le Canada, en particulier, devrait jouer un rôle de leader dans la dénonciation de ces violations et dans la pression exercée sur le régime burundais pour qu'il respecte les droits humains fondamentaux.

En cette période cruciale pour la démocratie burundaise, nous réaffirmons notre attachement indéfectible aux principes de tolérance, de justice, de dialogue inclusif, et de respect de la dignité humaine. Le peuple burundais mérite un avenir fondé sur la paix, la démocratie et l'état de droit.

Signé :

Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne

SOS-Torture/Burundi